



Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud

CHICAS - Cellule des Marchés

Tél. : 04.92.40.28.04

E-mail : cellulemarches@chicas-gap.fr



Groupement
Hospitalier de Territoire
Alpes du Sud

Gap-Sisteron • Briançon • Laragne • Embrun • Aiguilles • Barcelonnette

SE9 N117

**PRESTATIONS DE CONSEILLER A LA SECURITE
POUR LE TRANSPORT PAR ROUTE DES
MARCHANDISES DANGEREUSES ET ACTIONS
DE FORMATION ASSOCIEES POUR LE CENTRE
HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DES ALPES DU
SUD ET LE CENTRE HOSPITALIER DES
ESCARTONS A BRIANCON – CSECU25**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET
TECHNIQUES PARTICULIERES N° 005-2025
(CCP)**

Marché à procédure adaptée passé en application des dispositions relatives aux marchés publics :
des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la Commande Publique.

Code nomenclature DGOS : RI10A000

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DU MARCHE	3
1-1 OBJET DU MARCHE.....	3
1-2 DECOMPOSITION DU MARCHE	3
1-3 FORME DU MARCHE.....	3
1-4 DUREE DU MARCHE.....	4
ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
2-1 PIECES CONTRACTUELLES.....	4
2-2 ASSURANCES	4
ARTICLE 3 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	5
ARTICLE 4 – CONDITIONS D’EXECUTION DE LA MISSION	5
4-1 ELEMENTS DE CONTEXTE	5
4-2 CONDITIONS D’EXERCICE DE LA MISSION	5
4-3 CONTENU DE LA MISSION.....	6
4-3.1 Prestation de conseiller à la sécurité annuelle forfaitaire.....	6
4-3.2 Prestation de conseiller à la sécurité hors forfait	6
4-3.3 Actions de formation concernant le transport de marchandises dangereuses	6
4-4 REGLEMENTATION	7
ARTICLE 5 – FORME DES PRIX	7
ARTICLE 6 – FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT	8
6-1 POUR LES PRESTATIONS DE CONSEILLER EN SECURITE	8
6-2 POUR LES PRESTATIONS DE FORMATION	9
6-3 CONDITIONS DE PAIEMENT.....	10
ARTICLE 7 – PENALITES.....	10
ARTICLE 8 – RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION PAR DEFAULT	11
8-1 RESILIATION	11
8-2 EXECUTION PAR DEFAULT	11
ARTICLE 9 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	11
ARTICLE 10 – CONTESTATIONS ET LITIGES.....	11

ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DU MARCHE

1-1 OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet des prestations de conseiller à la sécurité pour le transport par route de marchandises dangereuses et des actions de formation associées, pour le Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, sites de GAP et de SISTERON (CHICAS) et le Centre Hospitalier des Escartons à BRIANCON (CHEB), dans le cadre du Groupement de Commandes du GHT des Alpes du Sud, déclinées ainsi :

- prestation forfaitaire annuelle de conseiller à la sécurité pour le transport par route de marchandises dangereuses
- prestation éventuelle de conseiller à la sécurité hors forfait
- actions de formation concernant le transport de marchandises dangereuses si nécessaire.

1-2 DECOMPOSITION DU MARCHE

Cette prestation fait l'objet d'un lot unique.

1-3 FORME DU MARCHE

Personne Publique contractante :

Groupement de Commandes du GHT des Alpes du Sud
1, place Auguste Muret
B.P. 101
05007 GAP CEDEX

Coordonnateur du groupement :

Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud (CHICAS) – site de GAP, représenté par Madame Marie-Anne RUDER, Directrice d'établissement par intérim.

Ce marché à procédure adaptée est passé en application des dispositions relatives aux articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la Commande Publique, pour un montant inférieur à 221.000 € H.T.

Pour les prestations de conseiller hors forfait et de formation, il s'agit d'un accord-cadre (article R. 2162-2 du Code de la Commande Publique), exécuté au moyen de bons de commande (articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique).

Ces bons de commande comporteront :

- ✓ les nom et adresse du titulaire
- ✓ les numéros et date du marché
- ✓ les numéros et date du bon de commande
- ✓ la désignation de la prestation commandée
- ✓ l'adresse de facturation
- ✓ le montant total hors taxes de la commande
- ✓ le taux et le montant de la TVA
- ✓ le montant total toutes taxes comprises.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour du marché.

1-4 DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une période d'un an à compter de l'accusé réception de la date de notification puis renouvelable trois fois par tacite reconduction par période de douze mois et pour une durée totale de quarante-huit mois.

Reconduction du marché :

Conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire deux mois avant la date anniversaire du marché. La non-reconduction n'ouvre pas droit à indemnisation.

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

2-1 PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement ;
- l'annexe financière à l'acte d'engagement ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du Pouvoir Adjudicateur fait seul foi ;
- la note technique explicative sur la mise en œuvre du marché ;
- le certificat attestant la réussite au concours de conseiller à la sécurité pour le transport de marchandises dangereuses ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG – PI) ;
- les bons de commande.

En cas de contradiction entre les documents qui précèdent ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

2-2 ASSURANCES

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers par l'exécution des prestations objet du marché, conformément à l'article 9 du CCAG – PI.

Il doit justifier, au plus tard dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ce contrat d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Durant l'exécution du marché, il doit produire à toute demande du Centre Hospitalier une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

ARTICLE 3 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations personnelles de santé, techniques, financières, ou organisationnelles, et documents auxquels il aurait accès dans le cadre du présent marché.

Sauf autorisation préalable écrite de l'acheteur, le titulaire s'interdit de publier, communiquer ou divulguer à quiconque, et de quelque façon que ce soit, toutes informations de quelque nature qu'elles soient, reçues directement ou indirectement de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à informer son personnel, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels du caractère confidentiel des informations reçues et veille au respect de ladite confidentialité.

Les Centres Hospitaliers s'engagent à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Après l'exécution complète du marché, le titulaire s'engage à restituer l'ensemble des informations et documents transmis par le Centre Hospitalier ou élaborés pour les besoins du marché, et à ne conserver aucune copie des dites informations ou desdits documents.

Cette confidentialité devra être respectée conformément à la durée légale ou réglementaire relative au contenu concerné notamment par les données nominatives de santé.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION

4-1 ELEMENTS DE CONTEXTE

Le CHICAS dispose actuellement de deux sites d'enlèvement de marchandises dangereuses :

- le site hospitalier de GAP Muret,
- le site hospitalier de SISTERON.

Le CHEB dispose d'un seul site d'enlèvement.

4-2 CONDITIONS D'EXERCICE DE LA MISSION

Cette prestation sera réalisée par un intervenant spécialisé titulaire du Certificat de Conseiller à la Sécurité au Transport des Marchandises Dangereuses (Classe 2 à 9 sauf 7 minimum).

La mission de conseiller sécurité TMD sera réalisée dans le cadre des exigences réglementaires appliquées exclusivement aux seules classes de marchandises dangereuses concernées.

4-3 CONTENU DE LA MISSION

4-3.1 Prestation de conseiller à la sécurité annuelle forfaitaire

Le titulaire assurera la prestation annuelle réglementaire de Conseiller à la sécurité concernant le transport des marchandises dangereuses par route pour l'ensemble des installations du CHICAS et du CHEB.

La mission comprendra les éléments suivants :

- assistance à déclaration auprès des services de la Préfecture,
- visites annuelles sur les trois sites,
- études sur la sécurité du TMD,
- examen du respect des règles observées,
- réalisation de contrôles fonctionnels,
- rédaction des consignes de sécurité,
- suivi de la réglementation,
- mise à jour du catalogue des produits dangereux,
- rédaction du rapport annuel à fournir pour l'année en cours, avant le 31 décembre de cette même année,
- recommandations techniques et organisationnelles,
- réponses à des questions ponctuelles (téléphone, mail)
- rédaction, le cas échéant, d'un ou de(s) rapport(s) d'accident ou d'incident,
- assistance et conseil sur des difficultés rencontrées,
- proposition d'actions formation et/ou sensibilisation des personnels.

4-3.2 Prestation de conseiller à la sécurité hors forfait

Ces prestations sont de même nature que celles décrites à l'article 4-3.1 ci-dessus. Elles prennent effet sur demande de l'établissement.

4-3.3 Actions de formation concernant le transport de marchandises dangereuses

Elles se dérouleront sur les deux sites du CHICAS et sur le site du CHEB, à leur demande et concerneront :

- formation-action des responsables de transports de marchandises dangereuses avec mise en place et mise à jour des procédures internes pour être en conformité avec la réglementation
- action formation et/ou sensibilisation des personnels intervenant dans le cadre des opérations de conditionnement, chargement et déchargement des marchandises dangereuses (formation initiale ou recyclage) sur proposition du Conseiller Transport Matières Dangereuses (TMD) indiquée dans son rapport annuel. Ces actions seront alors programmées après accord du CHICAS.

Le CHICAS et le CHEB étant adhérents ANFH, ces prestations seront réglées directement au titulaire par cet organisme.

4-4 REGLEMENTATION

La mission du conseiller fait référence à la réglementation ci-dessous :

- Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) et ses annexes A et B, en vigueur
- Arrêté du 29 mai 2009 (dit « arrêté TMD »), modifié le 22 décembre 2019.

Dans tous les cas, le titulaire devra effectuer la prestation selon la réglementation en vigueur concernant son domaine d'activités.

ARTICLE 5 – FORME DES PRIX

Le marché est conclu aux prix figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement et du cahier des charges.

Le prix est réputé comprendre l'ensemble des prestations demandées au présent marché ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que l'assurance et tous les frais afférents à l'exécution de la prestation.

Le prix ne peut comporter de supplément d'aucune sorte, notamment pour frais de facturation.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de notification du marché.

Sous réserve des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, le prix des prestations prévues au marché est révisable chaque année.

Les prix sont fermes pour la première année.

Chaque année, à la date anniversaire de début du marché, le prix des prestations sera révisé conformément à la législation des prix en vigueur et selon la formule suivante :

$$P = P_o \times [0,18 + (0,50 \times (ICHT-IME / ICHT-IME_o)) + (0,32 \times (010534841 / 010534841_o))]$$

dans laquelle :

P : nouveau tarif

P_o : tarif de base annuel précédent

Indice ICHT-IME du coût horaire du travail tous salariés dans les industries mécaniques et électriques (dernier indice connu au mois de demande de révision)

Indice ICHT-IME_o : indice de référence (dernier indice connu : septembre 2024 = 141,4).

Indice 010764358 : indice énergie, biens intermédiaires et biens d'équipements (dernier indice connu au mois de demande de révision)

Indice 010764358_o : indice de référence (dernier indice connu : décembre 2024 = 124,1).

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Le prix sera révisé sur la base du dernier indice publié à la date de révision.

En cas de hausse, le titulaire devra communiquer le nouveau prix applicable au plus tard trois mois avant la prise d'effet de la hausse du prix, à la Cellule des Marchés du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud par lettre recommandée avec accusé de réception ou par mail à cellulemarches@chicas-gap.fr .

La révision de prix ne sera acceptée qu'avec la feuille fournie des indices publiés. Les indices de référence seront ceux connus au moment de la proposition de révision de prix. A défaut du respect de cette procédure, l'augmentation ne pourra être prise en compte.

En cas de suppression pure et simple de(s) l'indice(s), il sera retenu un(des) nouvel (nouveaux) indice(s) déterminé(s) d'un commun accord entre les parties.

En cas de diminution, la Cellule des Marchés du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud devra aussi être informée trois mois avant la date du changement de tarif.

En tout état de cause la majoration annuelle appliquée ne pourra dépasser 1,5 %.

En cas de hausse, s'il n'y a pas d'opposition de la Cellule des Marchés du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud dans la période de deux mois à réception de la demande et que la hausse est conforme aux dispositions ci-dessus, les nouveaux tarifs sont fermes jusqu'à la fin de la période annuelle et applicables à la date d'échéance ou à une date précisée par le titulaire du marché si celle-ci est postérieure.

ARTICLE 6 – FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT

6-1 POUR LES PRESTATIONS DE CONSEILLER EN SECURITE

Les factures seront libellées par le titulaire, après service fait, à l'ordre de :

- ✚ Pour le Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, sites de GAP et de SISTERON :
Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud
Direction des Achats et des Services Economiques
1, place Auguste Muret
B.P. 101
05007 GAP CEDEX
- ✚ Pour le Centre Hospitalier des Escartons à BRIANCON :
Centre Hospitalier des Escartons
Service Economique
24, avenue Adrien Daurelle
05105 BRIANCON CEDEX

Chaque facture établie par le titulaire portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom, adresse et raison sociale du créancier
- référence du marché (numéro), numéro d'opération et imputation budgétaire
- numéro de compte postal ou bancaire tel qu'il est précisé dans l'offre
- désignation de la prestation
- montant et taux de la T.V.A.
- montant total H.T. et T.T.C.

La facture sera déposée sur le site CHORUS (<https://chorus-pro.gouv.fr>) :

- ✚ Pour le Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, sites de GAP et de SISTERON :
 - N° SIRET CHICAS : 260 503 479 00016
 - Code service (correspondant aux deux premières lettres du bon de commande) :
 - ✓ SE : SERVICES ECONOMIQUES (le numéro d'engagement correspond au numéro du bon de commande)
 - ✓ ou SE_SCP : SERVICES ECONOMIQUES sans commande préalable (s'il n'y a pas de bon de commande).
- ✚ Pour le Centre Hospitalier des Escartons à BRIANCON :
 - N° SIRET CHEB : 260 500 046 00016

6-2 POUR LES PRESTATIONS DE FORMATION

Les factures seront libellées par le titulaire, après service fait, à l'ordre de :

- ✚ Pour le Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, sites de GAP et de SISTERON :
Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud
Service de la Formation Continue
1, place Auguste Muret
B.P. 101
05007 GAP CEDEX
- ✚ Pour le Centre Hospitalier des Escartons à BRIANCON :
Centre Hospitalier des Escartons
Service de la Formation Continue
24, avenue Adrien Daurelle
05105 BRIANCON CEDEX

Chaque facture établie par le titulaire portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom, adresse et raison sociale du créancier
- référence du marché (numéro), numéro d'opération et imputation budgétaire
- numéro de compte postal ou bancaire tel qu'il est précisé dans l'offre
- désignation de la prestation
- montant et taux de la T.V.A.
- montant total H.T. et T.T.C.

La facture sera déposée sur le site CHORUS (<https://chorus-pro.gouv.fr>) :

- ✚ Pour le Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, sites de GAP et de SISTERON :
 - N° SIRET CHICAS : 260 503 479 00016
 - Code service (correspondant aux deux premières lettres du bon de commande) :

- ✓ RH : DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES (le numéro d'engagement correspond au numéro du bon de commande)
- ✓ ou RH_SCP : DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES sans commande préalable (s'il n'y a pas de bon de commande).

- ✚ Pour le Centre Hospitalier des Escartons à BRIANCON :
 - N° SIRET CHEB : 260 500 046 00016

Le règlement sera alors effectué par l'Association Nationale pour la Formation du Personnel Hospitalier après attestation du service fait par le Service de la Formation Continue du CHICAS chargé de leur adresser la facture.

6-3 CONDITIONS DE PAIEMENT

Chacun des établissements hospitaliers se libèrera des sommes dues au titulaire par l'émission d'un mandat et le virement sur le compte bancaire précisé sur le marché interviendra dans les 50 jours à réception de la facture.

Le délai de paiement est suspendu si la facture n'est pas conforme aux exigences du marché.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de retard de paiement est égal aux taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire est de quarante euros.

En cas de changement de domiciliation bancaire en cours d'exécution du marché, le titulaire adressera dans les meilleurs délais au Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, Cellule des Marchés, sous pli recommandé, les renseignements relatifs à la nouvelle domiciliation.

ARTICLE 7 – PENALITES

Le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud se réserve le droit d'appliquer les pénalités décrites ci-après.

En cas de dépassement du délai de remise du rapport annuel, et de non-respect des dispositions de l'article 4-3.1 du présent CCP, une pénalité de 80 € HT par jour de retard sera appliquée sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités peuvent être dues dès le premier euro.

ARTICLE 8 – RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION PAR DEFAULT

8-1 RESILIATION

Le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud pourra résilier le marché sans indemnité dans les conditions prévues au Chapitre 5 du CCAG-PI cité ci-dessus :

- en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, en particulier si la prestation est évaluée comme insuffisante ou non satisfaisante,
- en cas de liquidation judiciaire du titulaire (les offres faites par les créanciers pour la poursuite du marché pourront être acceptées sur avis du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud),
- en cas de redressement judiciaire, dans le cas où le titulaire n'est pas autorisé par le Tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise.

8-2 EXECUTION PAR DEFAULT

En cas d'inexécution des prestations ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud fera appel à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire du marché (article 27 du CCAG-PI).

En cas de différence de prix au détriment du Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché. La diminution du prix ne profite pas au titulaire.

ARTICLE 9 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dispositions du CCAG-FCS sont applicables au présent marché :

- dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent document ou différentes de ces mêmes dispositions,
- en particulier, l'article 7 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-PI,
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document cahier des charges particulières.

ARTICLE 10 – CONTESTATIONS ET LITIGES

Toutes contestations relatives à l'exécution ou à l'interprétation du présent marché relèveraient du Tribunal Administratif de MARSEILLE, 22 rue de Breteuil, 13281 MARSEILLE CEDEX 06, tél. : 04.91.13.48.13, e-mail : greffe.ta-marseille@juradm.fr.

Fait à GAP, le 24/02/2025

Pour le Groupement de Commandes du GHT des Alpes du Sud,
Pour la Directrice par intérim du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud et par
délégation,

La Directrice Adjointe : 



Chloé SCHMITT

